



Le pacte germano-soviétique, fruit amer des accords de Munich

Par [Bruno Guigue](#)

Mondialisation.ca, 25 août 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

A la faveur de la “guerre froide”, la narration consensuelle de la “grande alliance antifasciste” (1941-1945) s’effondre comme un château de cartes. Les alliés de la veille ne le sont plus, et un nouveau récit supplante l’ancien dans chacun des deux camps. Pour le monde occidental – désormais aligné derrière la bannière étoilée -, la coalition des démocraties contre l’hydre hitlérienne cède la place à la coalition des démocraties contre l’hydre communiste. Oblitérant l’effort colossal accompli par l’URSS pour abattre le IIIème Reich, le discours dominant en Occident entend infliger à Staline une véritable *reductio ad hitlerum*. La lutte titanesque entre la Wehrmacht et l’Armée rouge, en somme, aurait provoqué une illusion d’optique : comme l’arbre cache la forêt, leur affrontement militaire aurait masqué la connivence entre les deux tyrannies du siècle.

Hannah Arendt a joué un rôle déterminant dans cette interprétation de l’histoire. Pour la philosophe allemande, le totalitarisme est un phénomène à double face : le nazisme et le stalinisme. Les partis totalitaires ont une idéologie rigide et une structure sectaire. Le pouvoir du chef est absolu, et la communauté soudée par une foi sans réserve dans ses vertus surhumaines. La suppression de l’espace public et le règne de l’arbitraire policier, enfin, signent la dissolution de la société dans l’État et de l’État dans le parti. Mais pour Hannah Arendt, le système totalitaire est surtout l’instrument par lequel l’idéologie totalitaire prétend réaliser les lois de la nature (nazisme) ou accomplir les promesses de l’histoire (stalinisme). Avec le totalitarisme moderne, l’idéologie est la logique d’une idée : elle se fait fort de donner un sens aux événements, elle en fournit une explication sans faille. Transformant les classes en masses, l’État totalitaire exerce une emprise illimitée sur la société. Absorbant toutes les activités humaines pour leur donner la signification univoque exigée par l’idéologie, le totalitarisme, pour Arendt, est un *système* qui transcende ses incarnations particulières.

Cette définition, toutefois, a pour inconvénient de faire fi des différences concrètes entre nazisme et stalinisme. Sans parler de l’idéologie elle-même (la mystique de la race aryenne contre le socialisme dans un seul pays), le recours à la violence n’emprunte pas les mêmes justifications à Moscou et à Berlin. Le système totalitaire décrit par Hannah Arendt ressemble au lit de Procuste, dans lequel on veut faire entrer une réalité qui le dépasse. L’impuissance du modèle à rendre compte du réel est flagrante lorsque Hannah Arendt attribue au système totalitaire une politique étrangère agressive, ouvertement vouée à la conquête du monde. “Comme un conquérant étranger, le dictateur totalitaire considère les richesses naturelles et industrielles de chaque pays, y compris le sien, comme une source de pillage et un moyen de préparer la prochaine étape de l’expansion agressive”(Hannah Arendt, *Le système totalitaire*, Seuil, 1972, p. 147).

La conquête et le pillage, pourtant, ne sont pas l'apanage des "régimes totalitaires". En décrivant comme une propriété intrinsèque du système totalitaire ce qui correspond à la pratique constante des régimes démocratiques, Hannah Arendt se livre à un tour de passe-passe. Si la conquête, l'expansion et le pillage sont des pratiques totalitaires, pourquoi n'en déduit-elle pas le caractère totalitaire des démocraties occidentales ?

En dépit de cette contradiction flagrante, le mythe des "jumeaux totalitaires" a fourni un répertoire inépuisable à la réécriture occidentale de l'histoire. Il a permis de tirer un trait sur la réalité d'un conflit mondial où 90% des pertes allemandes sont causées sur le front de l'Est, et où les victoires de Joukov, chèrement acquises, ont eu raison de la machine de guerre hitlérienne. Peu importe le sacrifice du peuple soviétique, peu importent les succès de l'Armée rouge, puisque leur chef - Staline - est un bourreau sanguinaire qui ne vaut guère mieux que son homologue nazi. Cette interprétation des événements par la doxa occidentale est parfaitement illustrée par Hannah Arendt, à nouveau, lorsqu'elle écrit en 1966 que *"contrairement à certaines légendes de l'après-guerre, Hitler n'eut jamais l'intention de défendre l'Occident contre le bolchevisme, mais resta toujours prêt à s'allier aux Rouges pour la destruction de l'Occident, même au plus fort de la lutte contre l'Union soviétique"*. (Hannah Arendt, *Op. Cit.*, p.243).

On chercherait en vain le moindre élément à l'appui de cette affirmation, mais peu importe. La matérialité des faits a l'obligance de s'effacer devant ce théâtre d'ombres idéologiques. Nazisme et stalinisme représentant "deux variantes d'un même modèle", ils ne pouvaient pas *réellement* s'engager dans une lutte à mort. Pour montrer que la véritable fracture ne passe pas entre nazisme et stalinisme, mais entre totalitarisme (à double face) et démocratie libérale, on s'emploie à soustraire de l'histoire tout ce qui pourrait en démentir l'interprétation. Ainsi Hitler est-il censé être l'allié naturel de Staline, mais à la veille de l'opération Barbarossa (juin 1941), le ministre nazi de la Propagande Joseph Goebbels écrit dans son journal : "Le bolchevisme a vécu. Nous assumons ainsi devant l'histoire notre devoir authentique. Contre une telle entreprise Churchill lui-même ou Roosevelt ont peu d'objection. Peut-être réussirons-nous à convaincre l'épiscopat allemand des deux confessions à bénir cette guerre en tant que guerre voulue par Dieu". Et puis, si Hitler envisageait de "s'allier aux Rouges", comment expliquer l'extrême brutalité de la guerre menée par les nazis contre l'URSS, laquelle tranche avec leur attitude, beaucoup plus respectueuse des usages de la guerre, sur le front de l'Ouest ?

C'est qu'en France Hitler n'a pas l'intention d'installer le grand Reich millénaire qui sera au contraire chez lui dans les vastes espaces disponibles à l'Est. La future colonisation germanique dans ce qu'il appelle le "désert russe" occupe son imagination. Cette utopie colonialiste et esclavagiste tire sa source d'un mépris absolu des Slaves, d'un racisme si radical qu'il légitime n'importe quelle violence, tuerie ou famine contre ces nouveaux "peaux-rouges", pour reprendre l'expression employée par Hitler lui-même. Passée inaperçue de l'historiographie dominante, cette référence aux Amérindiens dans le discours hitlérien est pourtant révélatrice. Elle souligne la proximité entre l'idéologie raciste des démocraties libérales et celle de la dictature national-socialiste. *"Ce n'est pas un hasard si le terme-clé du programme eugénique et racial du Troisième Reich, Untermensch, n'est que la traduction de l'états-unien Under man, le néologisme forgé par Lothrop Stoddard, auteur célébré aussi bien aux USA qu'en Allemagne, et consacré par des hommages aussi bien de deux présidents états-uniens (Harding et Hoover) que du Führer du Troisième Reich, par qui il est reçu personnellement avec tous les honneurs"*, rappelle Domenico Losurdo (*Staline, Histoire et critique d'une légende noire*, Aden, 2011, p. 442).

Si l'on fonde la thèse de la gémellité des régimes totalitaires sur l'usage de la terreur, comme le fait Hannah Arendt, que faut-il déduire de l'usage de la terreur sous le régime colonial imposé par les Européens aux populations de couleur ? Des Amérindiens liquidés dès le XVIème siècle aux populations africaines, asiatiques et océaniques asservies ou exterminées par les Blancs au nom de la civilisation, l'entreprise nazie de liquidation des "races inférieures" avait de sérieux antécédents. *"Il est trop commode de mettre les infamies du nazisme sur le compte exclusif de Hitler en refoulant le fait qu'il a repris, en les radicalisant, les deux éléments centraux de sa théorie à un monde qui lui préexiste : la célébration de la race blanche et de l'Occident, appelés maintenant à étendre leur domination même en Europe orientale ; la lecture de la révolution bolchevique comme complot judéo-bolchevique qui, en stimulant la révolte des peuples coloniaux et en minant la hiérarchie naturelle des races, et plus généralement, en infectant en tant qu'agent pathogène, l'organisme de la société, constitue une menace effrayante pour la civilisation, qu'il faut affronter par tous les moyens, solution finale comprise"*.(Domenico Losurdo, *Op. Cit.*, p. 469).

C'est pourquoi la guerre des nazis contre l'URSS fut d'emblée une guerre totale, une guerre d'extermination (*Vernichtungskrieg*). Contre les nouveaux peaux-rouges, les directives du Führer à ses troupes d'invasion ont d'emblée une connotation politique : les commissaires politiques - a fortiori s'ils sont juifs - seront immédiatement exécutés, conformément au célèbre *Kommissarbefehl* (ordre sur les commissaires) du 6 juin 1941. Ce n'est pas seulement l'Armée rouge, mais l'ensemble du régime soviétique qui devait être détruit. Une détermination alimentée par la conception nazie d'un "Etat judéo-bolchevique" dont la destruction nécessitait l'extermination des cadres juifs faisant fonctionner l'État soviétique. L'idéologie raciste nazie définit également les peuples slaves d'Union soviétique comme une race inférieure d'*Untermenschen*, de sous-hommes. Le 30 mars 1941, Hitler l'annonce à ses généraux : "La guerre contre la Russie est de ce type de guerre qui ne pourra pas être menée de façon chevaleresque : c'est une lutte entre idéologies et races différentes, et elle ne pourra être conduite qu'avec un niveau de violence sans précédent, sans pitié ni répit".

Mais la thèse de l'alliance entre Hitler et Staline contre les démocraties, bien entendu, trouve son principal argument dans la signature du pacte germano-soviétique du 23 août 1939. Car cet événement inattendu a fait l'effet d'un coup de tonnerre. Il a brutalement entaché l'image de la "patrie du socialisme", qui avait fait de "l'antifascisme" le signe de ralliement de toutes les forces progressistes appelées à conjurer la menace hitlérienne. Si le pacte donnait les coudées franches à l'expansionnisme allemand à l'Ouest, comment expliquer que Staline ait changé de cap aussi brutalement, quitte à encourir le reproche d'avoir trahi la cause de l'antifascisme et à provoquer des remous dans son propre camp ? Pour l'historiographie dominante inspirée par Hannah Arendt, la gémellité totalitaire entre les deux tyrannies aurait favorisé cette monstrueuse alliance. La proximité systémique, en somme, expliquerait la connivence stratégique. Mais ce n'est pas du tout ce que révèle l'examen des faits.

En réalité, durant les trois années qui précèdent le pacte du 23 août 1939, Staline tente obstinément de négocier une alliance anti-hitlérienne avec les Français et les Britanniques. Pour l'URSS, une triple alliance avec la France et la Grande-Bretagne signifie avant tout une coordination militaire en vue de mener le combat commun contre l'Allemagne. Aussi le Kremlin formule-t-il avec insistance une demande précise : les Franco-Britanniques doivent s'assurer que la Pologne et la Roumanie autorisent le passage de l'Armée rouge sur leur territoire, une fois la guerre déclenchée avec l'Allemagne. Or la Pologne et la Roumanie -

deux dictatures de droite antisémites et anticommunistes – redoutent autant l'intervention soviétique que l'invasion allemande et ne sont pas disposées à octroyer un droit de passage à l'Armée rouge. Favorisé par la "politique d'apaisement" à l'égard de Berlin prônée à Londres, ce refus a pour effet de réduire la triple alliance à un front politique sans volet militaire, le condamnant à l'échec.

Certes, Staline n'est guère plus confiant dans les intentions des Allemands que dans celles des Franco-Britanniques. Il connaît le programme d'expansion à l'Est prôné par l'auteur de *Mein Kampf* et l'idéologie pétrie de haine raciale qui justifie ces projets de conquête. Entrepris par le régime stalinien à la faveur de l'industrialisation accélérée, l'effort de réarmement de l'URSS dans les années 30 témoigne d'ailleurs de cette lucidité face à la montée des périls. Mais les négociations avec Paris et Londres traînent depuis des mois et l'approche dilatoire des Occidentaux finit par convaincre le maître du Kremlin qu'il ne pourra pas compter sur eux. Persuadé que les Allemands attaqueront la Pologne quoi qu'il en coûte, et constatant que les Occidentaux ont hypothéqué les chances de la triple alliance, Staline finit par répondre aux avances de Berlin. Devant le Soviet suprême, Molotov justifie alors le pacte en insistant sur le fait qu'il est la *conséquence*, et non la *cause* de l'échec des négociations pour la triple alliance. Du point de vue soviétique, le pacte n'est qu'une alternative, faute de mieux, à la coalition avec Paris et Londres.

Du côté occidental, la politique "d'apaisement" a rendu caduc les propositions d'alliance antifasciste formulées par l'URSS au profit d'une attitude conciliante à l'égard des prétentions du Reich. Passivité calculée, cette démission devant l'expansionnisme revancharde de l'Allemagne vise à orienter l'agressivité nazie en direction de l'URSS, désignée comme l'ennemi à abattre par l'idéologie national-socialiste. Cette politique atteint son apogée lors des accords signés à Munich par la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie le 30 septembre 1938. La Tchécoslovaquie est livrée pieds et poings liés à Adolf Hitler, qui se partage les dépouilles de ce malheureux pays avec la Pologne et la Hongrie. L'Union soviétique, de son côté, tente d'empêcher ce désastre. Elle réclame en vain la coordination des forces soviétiques, françaises et tchécoslovaques, ainsi que la saisine de l'assemblée générale de la SDN. Entre le 21 et le 23 septembre 1938, l'Armée rouge mobilise des forces militaires en Ukraine et en Biélorussie. Faute de frontière commune entre l'URSS et la Tchécoslovaquie, Moscou sollicite l'accord de Varsovie et de Bucarest pour traverser leur territoire. La Roumanie semble prête à accepter, mais le refus polonais scelle le sort de la Tchécoslovaquie. Indignée par les accords de Munich, la diplomatie soviétique dénonce une « capitulation qui aura des conséquences incalculables ».

Le pacte du 23 août 1939 est le dernier épisode du jeu de go qui caractérise les relations internationales dans les dernières années de l'avant-guerre. Que ce soit avec la triple alliance – avortée – ou avec le pacte germano-soviétique, Staline tente d'éloigner le spectre de la guerre tout en sachant qu'elle est inéluctable. *"En vérité, loin d'ourdir une guerre menant à une révolution, Staline ne craignait rien de plus qu'un nouveau grand conflit militaire. La guerre offrait des opportunités, mais elle exposait également à de grands périls. Bien que la Première guerre mondiale eût conduit à la Révolution russe de 1917, elle fut suivie d'une guerre civile où les ennemis des communistes furent à deux doigts de tuer le bolchevisme dans l'œuf. Parmi les opposants aux bolcheviques pendant la guerre civile, on compte les grandes puissances capitalistes – Grande-Bretagne, France et Etats-Unis – qui aidèrent les forces anticommunistes en Russie et imposèrent un blocus économique et politique pour contenir la contagion du bolchevisme"*, souligne Geoffrey Roberts (*Les guerres de Staline*, Delga, 2011, p. 25).

Si Staline joue la carte allemande en août 1939, c'est parce que les tentatives d'entente avec les Occidentaux ont échoué par leur faute. Après la trahison de la Tchécoslovaquie par les "démocraties" occidentales à Munich en septembre 1938, il sait combien la tentation d'une ligne "Plutôt Hitler que Staline" est forte en Europe. Ses offres d'alliance du printemps 1939 ayant échoué sur le refus de la Pologne - laquelle s'empare d'un morceau de la Tchécoslovaquie en 1938 - , il prend acte de l'impossibilité de s'entendre avec Paris et Londres, et il retourne temporairement contre les Franco-Britanniques la menace allemande qu'ils entendaient dresser contre l'URSS. Impossible, par conséquent, de comprendre le coup de tonnerre du 23 août 1939 sans le relier au caractère défensif de la politique étrangère soviétique. Si Staline a signé le pacte, c'est pour retarder l'échéance de la guerre sur le sol soviétique. Et c'est surtout parce que les accords de Munich ne lui ont pas laissé le choix.

Bruno Guigue

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Bruno Guigue, Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : Bruno Guigue

A propos :

Ancien élève de l'Ecole normale supérieure et de l'Ecole nationale d'administration, Bruno Guigue est un ex-haut fonctionnaire français. Chercheur en philosophie politique et analyste politique, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont « Aux origines du conflit israélo-arabe, L'invisible remords de l'Occident », « Faut-il brûler Lénine ? » et « Les Raisons de l'esclavage », publiés chez L'Harmattan. Chroniqueur de politique internationale, il a publié des centaines d'articles diffusés en huit langues par plusieurs dizaines de sites d'information indépendants.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca